

En avant pour le concours d'abonnements de "LA VERITE"!

Vendredi 28 Mars 1947

HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

5 FRANCS

N° 164

LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^E INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2^E). GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

EDITORIAL

LES "MUNICH" du Parti Communiste Français

Contre la guerre d'Indochine en paroles, complice de cette guerre en fait, telle est la position du P.C.F. C'est la leçon que les travailleurs, et plus particulièrement les militants communistes, doivent retenir du vote émis à la Chambre le 23 mars.

La bourgeoisie est logique lorsqu'elle joue avec les crises ministérielles sans les pousser jusqu'au bout. Car la présence des ministres prétendus communistes dans son gouvernement lui est plus utile que gênante. C'est grâce aux coalitions avec le Parti Communiste qu'elle a pu jusqu'ici raffermir sa domination politique sur les masses et déjouer la menace d'une vague de luttes revendicatives — grèves en particulier — qui lui aurait fait rendre un peu gorge en assurant aux travailleurs des conditions de vie décentes.

En somme, la crise avortée de la semaine dernière a donné lieu à un SONDAGE utile. Le dénouement a prouvé que le P.C.F. met sa participation au gouvernement bourgeois AU-DESSUS de toutes ses déclarations en faveur des opprimés. Mieux même ces déclarations, comme le vote du P.C.F. en faveur de la guerre d'Indochine, ne servent qu'à COUVRIR la complicité du P.C.F. avec la politique réactionnaire.

Si l'on a le courage de le regarder en face, on comprendra OU MENE CETTE POLITIQUE.

La crise ministérielle a été évitée, cette fois. Mais qui en est sorti plus fort? La bourgeoisie. Car, sans désirer que le ministère tombe, elle avait déjà échafaudé plusieurs combinaisons gouvernementales possibles: un nouveau gouvernement Blum, un gouvernement socialiste-M.R.P. comme en Belgique, toutes les solutions qui pouvaient intervenir sans les voix du P.C.F. ou contre elles. Tandis que, de son côté, le P.C.F. a déposé son désir de rester au pouvoir.

C'est pourquoi la crise n'est évitée que pour peu de temps. CE N'EST QUE PARTIE REMISE, comme le disent nombre de journaux bourgeois. La droite fera naître d'autres occasions de rupture. Les prétendus communistes seront à nouveau mis au pied du mur. Et puisqu'ils mettent au-dessus de tout leur présence dans les gouvernements de guerre et de misère, IL EST POSSIBLE A LA BOURGEOISIE DE LES ENTRAÎNER TOUJOURS PLUS LOIN DANS LA VOIE DE LA TRAHISON DES INTÉRÊTS DES MASSES BOURGEOISES.

Le Parti des Compromis Fusesistes peut parlementer, finasser, jouer le jeu parlementaire, organiser à l'extrême limite — des défaites anodines, la bourgeoisie le tient à sa merci. Il a les mains liées par sa théorie de l'INTERET NATIONAL, qui l'oblige à abandonner jusqu'à la mort la politique capitaliste. Il est lié par les conséquences de ses actes. Ainsi, en laissant écarter l'indépendance de la République du Viet-Nam, il laissera les colonialistes se renforcer, et demain les colonialistes vainqueurs lui porteront de nouveaux coups. Ainsi, en trahissant la bataille des salaires, il renforce les patrons, et demain les patrons lui porteront de nouveaux coups. En capitulant constamment, le P.C.F. démolit la classe ouvrière, et demain la classe ouvrière ne répondra pas à ses appels contre les coups des bonapartistes.

Tout cela peut durer encore longtemps, mais le résultat est inévitable. Nous n'aurions pas à nous en soucier si les prétendus communistes, et le Parti des Compromis Fusesistes n'avaient investis de la confiance d'une importante fraction des masses laborieuses. Cela étant, notre devoir, à nous communistes internationalistes, est de mettre ces responsables devant leurs responsabilités et de nous adresser aux militants communistes convaincus qui sont dans le P.C.F. pour lui crier: casse-toi!

La bourgeoisie se prépare à rejeter le P.C.F. dans l'opposition. L'opération vient de se faire en Belgique. Nos camarades du P.C.I. de Belgique montrent dans leur journal LA LUTTE ouvrière, que la bourgeoisie passe à l'offensive, sur le plan économique (en préparant un prébénéfice sur les salaires) et en déclenchant des lock-out, sur le plan social (en servant des manifestations des classes moyennes et en brandissant la menace des émeutes de droite), et sur le plan politique (en éliminant le parti stalinien du gouvernement).

Que le P.C.F. veuille se mettre à la merci de la bourgeoisie, qu'il se prépare à de nouveaux "Munich" devant les attaques qui se dessinent à l'horizon: c'est la signification très claire de la crise ministérielle.

Mais la classe ouvrière, elle, ne peut accepter de capituler devant des "Munich" ses revendications vitales et la liberté d'un peuple jusqu'à l'atroce opprimé. Bonnes et mauvaises camarades parlementaires, intensifier la lutte directe pour la revalorisation des salaires, préparer la grève offensive, et notamment la grève générale, sont les seuls moyens pour la classe ouvrière d'échapper aux conséquences des capitulations du P.C.F.

Paul PARISOI

Le groupe bolchevik-léniniste en Indochine (IV^e Internationale) émis, en France adresse ses fraternelles remerciements aux militants et sympathisants du groupe Tranh-Dauh (La Lutte), de Saigon, qui vient de lui faire parvenir une somme de 10.000 francs.

PREMIER ACTE: des prémisses orageuses.

En fait le développement des débats ne se fit pas spécifiquement dans cette atmosphère de touchante concorde que le vote final des motions laisserait supposer. Dès le début, une opposition gauchiste assez violente, assez désordonnée

DEUXIEME ACTE: La commission des résolutions.

A la commission des résolutions, deux motions s'affrontent: celle de Gorse et celle de Boutbien. Au premier abord, elles ne semblent pas très différentes. Gorse lui aussi, tout en soutenant ferme la politique de Moutet est pour les propositions de paix au Viet-Nam. Mais la motion de Boutbien spécifie: «Négociations avec Ho Chi Minh». Gorse veut: «Négociations avec des autorités autorisées». Simple nuance de style? Non pas, simple différence essentielle. Le vague des termes de la motion Gorse devait permettre à Moutet de refuser les négociations, en ne reconnaissant pas comme «autorisées» les délégués du Viet-Nam.

TROISIEME ACTE: une intervention spectaculaire.

C'est et c'est que, lorsque la commission revient devant le conseil

NON! on n'entertera pas LE MINIMUM VITAL!

Il ne suffit pas de défilier, il faut agir

Le Comité confédéral national de la C.G.T. avait décidé, le 12 mars,

de manifester le 23. Sur quels mots d'ordre, avec quel objectif? Est-il question de nombre, de soupape de minimum vital? Est-il question de considérer ces manifestations comme une première mobilisation des forces ouvrières pour leurs revendications?

Alors, M. RASTEL

LA VIANDE?

Avant la grève des bouchers

de la politique de M. Rastel qui, en acceptant d'honorer les prix

proposés par les bouchers en gros, allait provoquer la grève des acheteurs et la grève des détaillants.

En bien! il a gagné: hier grève des acheteurs (aucune bourse de travailleur ne pouvait acheter du bifteck à 350 fr. le kilo), aujourd'hui, grève des bouchers (aucun ne peut continuer à travailler en vendant deux cobalts par jour aux riches de son quartier).

Vous avez gagné la bataille de la viande, disiez-vous, les états, à nouveau, connaissent l'abondance, déclarez-vous, enthousiasme, Jolie victoire. A qui a profité l'abondance des états?

A la classe ouvrière qui a vu avec stupeur et indignation le prix du bifteck passer du simple au double par rapport aux cours de nos mois précédents. A la ménagère à qui fut proposé par un boucher, plutôt gêné, du fuet de bœuf à 350 francs le kilo? Ne croyez-vous pas plutôt, monsieur Rastel, que votre victoire est, en fait, celle des trafiquants qui, depuis des mois, jouaient à la raté pour mieux imposer leurs tarifs? Vous

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

appel, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

appel, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T. devient un rouage de l'appareil d'Etat capitaliste, une courroie de transmission de la volonté patronale dans les rangs ouvriers. (Suite page 4.)

Nulllement. Les dirigeants de la C.G.T., en décidant ces manifestations, ont cherché à détourner la volonté de combat des masses laborieuses. Pour eux, la démonstration de Champ-de-Mars, c'est la voie de garage, la soupape de sûreté au mécontentement ouvrier. Pour les Jouhaux et Frachon, manifestation du 25 mars, c'est l'aboutissement des revendications.

Le Bureau confédéral, dans les discours de ses bonzes, a noyé le mot d'ordre de minimum vital dans les bavardages coutumiers sur la baisse des prix. Ce n'est pas la Ruhr et les primes au rendement.

Salaires et baisse

Appuyant la politique de duplicité gouvernementale, la C.G.T. est incapable d'assurer une baisse effective des prix. Ce n'est pas l'Etat bourgeois, avec son cortège de policiers marrons, de hauts fonctionnaires névrosés, qui peut faire baisser les prix. Seule une action énergique des travailleurs eux-mêmes peut faire rendre gorge aux capitalistes. Et cette action va dans le sens des revendications ouvrières. Baisser les prix, c'est ouvrir les livres de comptes, abolir le secret commer-

cial, instituer le contrôle ouvrier. Mais peut-on un instant s'illusionner sur les capacités du gouvernement actuel pour réaliser une telle politique? Mille fois non. Les patrons, le gouvernement et l'Etat bourgeois ne céderont que devant l'action des masses, et cette action ne peut trouver son terrain véritable qu'à l'usine, dans les bureaux et sur les chantiers. Bas salaires et prix élevés sont les deux termes de la politique patronale. La lutte pour les salaires, c'est la seule base solide de l'action pour une baisse réelle par le contrôle ouvrier sur

Les prix qui réduira les profits patronaux.

Aussi les dirigeants de la C.G.T. en mettant en avant la duplicité des patrons et en étouffant en fait la revendication du minimum vital en acceptant le licenciement des fonctionnaires, entrent dans le jeu patronal et participent à la politique antiouvrière du gouvernement. Par la volonté de ses dirigeants, la C.G.T

De Varkiza à l'assassinat de Zevgos

TRAHISON DE ZEVGOS LA TRAGÉDIE DU PEUPLE GREC

Le 20 mars fut assassiné, à Salonique, Jean Zevgos, membre du bureau politique du P.C. grec, ancien ministre de l'Agriculture...

La capitulation de Varkiza

Le soulèvement héroïque des travailleurs grecs, en décembre 1944, pendant trois mois, fut le dernier empire britannique...

L'intervention américaine

L'assassinat de Zevgos montre que le moment est venu. Et ce moment coïncide avec l'intervention américaine en Grèce et en Turquie.

Nous assistons à la relève de l'impérialisme britannique, vêtue par l'impérialisme américain. L'un après l'autre, les points stratégiques que le premier défitait jusqu'à aujourd'hui passent aux mains du second.

L'attitude des députés algériens dans le débat sur l'Indochine

« Être au parlement sans y mener un combat actif et retentissant apparaîtra comme un recul devant l'impérialisme. »

Les milieux révolutionnaires en France, l'émigration indochinoise, comme tous les éléments coloniaux avancés, attendent avec beaucoup d'impatience et d'espoir l'intervention des députés du parti du peuple algérien dans le débat sur l'Indochine.

Or, il faut bien le dire, ce n'est pas sans une déception certaine, une déception partagée par tous ceux qui mènent une lutte effective contre le colonialisme, que nous avons pris connaissance du compte rendu des débats. Il a fait apparaître que les députés du P.P.A. étaient, en fait, absents de ce débat et n'ont eu l'attitude combattive qu'on était en droit d'attendre.

A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE!

L'action du Viet-Minh

Il a signé les accords du 6 mars qui permettaient aux troupes françaises de débarquer à Hanoi, ce qui devait entraîner plus tard à accepter le modus vivendi de Fontainebleau.

100 millions par jour !

Non, Ramadier a lui-même déclaré que d'Argenlieu n'avait fait que décaler les ordres du gouvernement. Nous avons pu dire que la politique sanglante de d'Argenlieu va continuer.

L'abstention stalinienne

Cette fois, les députés stalinien ont abstention après avoir pendant trois mois voté les crédits dans l'ombre des commissions, pourquoi le P.C. a-t-il soudain changé d'attitude ?

MONDE ENTIER ALLEMAGNE Résultats des dernières élections fédérales. Zones française, anglaise, et américaine...

ANGLETERRRE Le gouvernement travailliste empêche le Parti communiste de participer aux élections politiques de la R.B.C.

ESPAGNE Une déclaration publique, portant le cachet du secrétaire général de la G.N.T. anarchiste, signée par les délégués de Catalogne, d'Argone et de l'E.P.

PALESTINE Le commandement anglais ordonne qu'on appelle plus les partisans juifs « terroristes », ce qui est une expression trop modérée, mais « criminels » ou « bandits ».

SUÈDE Le Parti communiste reproche au gouvernement socialiste ses concessions à la bourgeoisie et parle de mobiliser les travailleurs contre le gouvernement.

U.R.S.S. Un décret interdit les mariages entre citoyens soviétiques et étrangers.

La vie des travailleurs vietnamiens en France

Un « Antarte » (partisan) CREYSSÉ-BERGERAC (Dordogne). — Une grande campagne toute nue, des arbres squelettiques... Enfin, après une longue marche, des constructions provisoires, un drapéau indochinois.

VERS L'UNIFICATION des deux partis trotskystes américains

NOUS recevons le communiqué suivant publié en commun par le Socialist Workers Party et le Workers Party, les deux partis trotskystes américains qui se trouvent à la veille de leur fusion.

La République libre

Aujourd'hui, le camp est une république libre et démocratique. Le prolétariat plus le parti de police. Un léninisme communiste est confiné dans les bureaux de la bureaucratie.

La Constitution du Viet-Minh

J'ai lu, sur le mur d'acier doré, la Constitution du Viet-Minh. Elle est le droit des citoyens du Viet-Nam.

UN APPEL DU P.O.U.M. AUX ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE

Le Comité Central du P.O.U.M., réuni clandestinement quelque part en Espagne, vous adresse ses salutations fraternelles du sein de notre grande prison fasciste.

Comédie parlementaire

Mais les stalinien, contraints de pas voter les crédits coloniaux aux yeux des travailleurs, ne voulaient nullement mobiliser ceux-ci en rompant avec le P.C.

A quelle sauce sera mangée l'Allemagne?

A quelle sauce sera mangée l'Allemagne ? Telle est la question qui se discute actuellement à Moscou. Certes, U.R.S.S. et pays impérialistes sont d'accord pour faire payer d'exorbitantes réparations au peuple allemand.

La Chine rouge en danger! Offensive des Troupes réactionnaires de Tchang Kai Chek

Les troupes réactionnaires de Tchang Kai Chek, financées, armées et transportées par l'impérialisme américain, viennent de déclencher l'offensive décisive contre les provinces communistes du Nord de la Chine.



INSURRECTION POPULAIRE AU PARAGUAY

RIO DE JANEIRO, 22 Mars. — Depuis une semaine, l'insurrection contre la dictature de général Stroessner se développe victorieusement au Paraguay. Les insurgés ont soulevé une partie de la frontière brésilienne.

